



FORMULAIRE D'AUTORISATION POUR LES ÉLECTEURS

DATE	DEMANDÉ PAR
MEMBRE DU PARLEMENT	TÉLÉPHONE
RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉLECTEUR (UN DEMANDEUR PAR FORMULAIRE)	
NOM DE FAMILLE	PRÉNOM
TÉLÉPHONE	COURRIEL
CIDP	NUMÉRO DU CAS ACTIF (le cas échéant)
MINISTÈRE EMPLOYEUR (ou ancien ministère)	
PROBLÈME DE PAYE	DATE DE DÉBUT DU PROBLÈME DE PAYE
L'ÉLECTEUR A-T-IL AVISÉ SON GESTIONNAIRE?	
NOM DU GESTIONNAIRE DE L'ÉLECTEUR (le cas échéant)	
TÉL. DU GESTIONNAIRE (le cas échéant)	COURRIEL DU GESTIONNAIRE (le cas échéant)
<input type="checkbox"/> Je, _____ autorise par les présentes le bureau de mon député ou de mon sénateur à communiquer de façon sécuritaire au bureau du ministre de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) mes préoccupations concernant ma rémunération et mes avantages sociaux, ainsi que mes renseignements personnels liés à la paye ci-dessus et ci-dessous (avec les documents qui s'y rattachent, le cas échéant), afin qu'il puisse transmettre cette information à la Direction générale de l'administration de la paye de SPAC pour qu'elle puisse m'aider à régler dès que possible mes problèmes de rémunération.	

Énoncé de confidentialité

Les renseignements personnels fournis sont recueillis sur une base volontaire aux termes des articles 12 et 13 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, des articles 38 et 155 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ainsi que de la politique et la directive sur la gestion financière de l'administration de la paye. Ils seront divulgués de manière sécurisée conformément au consentement fourni dans le présent document, comme décrit à la sous-section 8(2)(g) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les renseignements personnels fournis seront utilisés par la Direction générale de l'administration de la paye de Services publics et Approvisionnement Canada uniquement dans le but d'aider la personne avec les problèmes relevés en lien avec la paye, et comme cela est décrit dans le Système de rémunération de la fonction publique (SPAC PCE 705) et le fichier de renseignements personnels (FRP) Procédures civiles et services juridiques du ministère de la Justice (JUS PPU 005). Les renseignements personnels sont recueillis, utilisés, communiqués et protégés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Vos renseignements peuvent être divulgués sans votre consentement, avec l'autorisation de l'AIPRP de SPAC, conformément au paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. En vertu de cette Loi, vous avez le droit d'accéder à vos renseignements personnels et de les corriger, s'ils sont erronés ou incomplets. Les renseignements personnels fournis dans le présent document sont conservés pendant la période jugée nécessaire dans le cadre de l'obligation de préservation de la preuve ou au moins 2 ans après leur dernière utilisation à des fins administratives, puis ils sont détruits.

Si vous avez besoin de précisions au sujet du présent énoncé de confidentialité, vous pouvez communiquer avec la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de SPAC par courriel à l'adresse suivante : AIPRP.ATIP@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Si la réponse à votre préoccupation en matière de protection des renseignements personnels ne vous satisfait pas, si vous avez besoin d'informations supplémentaires ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant le traitement de vos renseignements personnels, veuillez communiquer avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada au 1-800-282-1376.

FORMULAIRE D'AUTORISATION POUR LES ÉLECTEURS

- J'autorise aussi SPAC à transmettre de l'information de façon sécuritaire au député ou au sénateur ci-dessus, en réponse à sa demande écrite précise, dans le seul but de m'aider à régler les préoccupations décrites dans les présentes.

Signature de l'électeur _____ Date : _____

Description du problème (des problèmes) de paye et d'avantages sociaux :

Énoncé de confidentialité

Les renseignements personnels fournis sont recueillis sur une base volontaire aux termes des articles 12 et 13 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, des articles 38 et 155 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ainsi que de la politique et la directive sur la gestion financière de l'administration de la paye. Ils seront divulgués de manière sécurisée conformément au consentement fourni dans le présent document, comme décrit à la sous-section 8(2)(g) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les renseignements personnels fournis seront utilisés par la Direction générale de l'administration de la paye de Services publics et Approvisionnement Canada uniquement dans le but d'aider la personne avec les problèmes relevés en lien avec la paye, et comme cela est décrit dans le Système de rémunération de la fonction publique (SPAC PCE 705) et le fichier de renseignements personnels (FRP) Procédures civiles et services juridiques du ministère de la Justice (JUS PPU 005). Les renseignements personnels sont recueillis, utilisés, communiqués et protégés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Vos renseignements peuvent être divulgués sans votre consentement, avec l'autorisation de l'AIPRP de SPAC, conformément au paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. En vertu de cette Loi, vous avez le droit d'accéder à vos renseignements personnels et de les corriger, s'ils sont erronés ou incomplets. Les renseignements personnels fournis dans le présent document sont conservés pendant la période jugée nécessaire dans le cadre de l'obligation de préservation de la preuve ou au moins 2 ans après leur dernière utilisation à des fins administratives, puis ils sont détruits.

Si vous avez besoin de précisions au sujet du présent énoncé de confidentialité, vous pouvez communiquer avec la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de SPAC par courriel à l'adresse suivante : AIPRP.ATIP@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Si la réponse à votre préoccupation en matière de protection des renseignements personnels ne vous satisfait pas, si vous avez besoin d'informations supplémentaires ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant le traitement de vos renseignements personnels, veuillez communiquer avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada au 1-800-282-1376.